

## STRATÉGIE « DE LA FERME À LA FOURCHETTE » : UN AVIS HÉTÉROCLITE DU PARLEMENT EUROPÉEN

«La Commission

aux propositions

législatives.»

va passer

e Parlement européen a voté en séance plénière, la semaine dernière, sa position sur la stratégie « De la ferme à la fourchette ». Il s'agissait de donner une orientation à la Commission avant que celle-ci ne revienne avec des propositions de règlements et directives qui, elles, traduiront dans le concret la dite stratégie.

Force est de constater que l'accouchement de la position du

Parlement s'est fait dans la douleur. Les deux rapporteurs étaient d'horizons diamétralement opposés, mais se rejoignaient sur le fait de voter pour passer à autre chose. Dès lors, la position oscille entre une demande d'objectifs contraignants – par exemple pour l'usage des intrants en agriculture –, des appels à ne pas

créer de déséquilibre dans la production ni les finances des agriculteurs, le tout avec un considérant soulignant la grande incertitude née de la rétention par la Commission des analyses sur l'impact de ses propositions. Le PPE, première force politique du Parlement, s'est ainsi divisé entre ceux appelant à une remise à plat des propositions pour que les gains environnementaux soient réels et les orientations crédibles, et ceux voulant éviter toute critique d'écolo-sceptique.

Maintenant, la Commission va passer à la phase de propositions législatives. Si elle maintient sa ligne, elle commencera par de nouvelles contraintes, sans se préoccuper du « com-

ment » y arriver. « La réalité devra s'adapter ! » Face à l'écart entre les ambitions affichées par la Commission et les moyens mis en face, les États membres chargés de mettre en œuvre cette stratégie seront rapidement confrontés à un problème politique sérieux. Couper les jambes aux agriculteurs puis leur dire « main-

tenant, courez! » Avec une Pac à moindre budget et plus diverse entre les pays, c'est prendre le risque d'un réveil brutal avec un appauvrissement global, tant pour l'assiette du consommateur que pour les finances du citoyen.